

la tribune

Fleurimont pose  
le bon geste (p.2)

Un éditorial de Jacques Lafontaine

Forum

Finance

Informations  
générales

Les dix premiers ministres provinciaux sont arrivés, hier, à un consensus sur un programme de coordination économique.

## Les provinces n'apprécient pas le rôle joué par la FIRA

HALIFAX (PC) — A l'exception du premier ministre néo-démocrate du Manitoba, M. Howard Pawley, les premiers ministres provinciaux n'apprécient guère le rôle joué par l'Agence d'examen des investissements étrangers (FIRA).

Pour M. William Bennett, de la Colombie-Britannique, il est faux de prétendre que FIRA est nécessaire pour empêcher le contrôle de l'économie canadienne par des étrangers.

Il existe bien d'autres lois, a-t-il expliqué, qui obligent les compagnies à se soumettre aux normes canadiennes de main-d'oeuvre et d'impôt.

M. John Buchanan, de la Nouvelle-Écosse, a accusé FIRA d'empêcher la croissance des investissements au Canada. Les investisseurs étrangers, a-t-il noté, hésitent avant d'accepter que la bureaucratie mette de huit à 10 mois pour leur donner une réponse.

M. René Lévesque, du Québec, ne s'est pas montré plus tendre à l'égard de FIRA. Les compagnies étrangères, a dit M. Lévesque, se comportent souvent mieux comme "citoyens" que les compagnies canadiennes.

M. Brian Peckford, de Terre-Neuve, a affirmé qu'il ne servirait à rien de suspendre les activités de FIRA pour trois ans, comme certains le suggèrent, parce que les investisseurs étrangers craindraient de voir disparaître la bureaucratie.

L'argument de M. Pawley pour maintenir FIRA est que l'économie du monde entier va mal et que les Canadiens ne peuvent pas espérer des investissements massifs avec la suppression de l'agence.

## Les leaders du Yukon et des T.N.-O. invités pour la 1ère fois

HALIFAX (PC) — Pour la première fois depuis les 23 ans d'existence des conférences des premiers ministres provinciaux, les leaders du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest ont été invités, mais comme observateurs seulement.

MM. Chris Pearson (Yukon) et George Barden (T.N.-O.) croient qu'il ne s'agit plus maintenant que d'une question de temps avant que ces territoires atteignent le statut de provinces.

"Eventuellement, a commenté M. Pearson, je suis convaincu que nous allons représenter à ces conférences les gens qui vivent au nord du 60e parallèle. Dans le passé, nous avons critiqué les premiers ministres provinciaux pour avoir pris à ces conférences des décisions importantes touchant tous les Canadiens, alors qu'un nombre significatif d'entre eux n'étaient pas représentés."

Les populations du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest sont de 22,000 et 49,000 habitants respectivement.

Le Yukon a élu un gouvernement conservateur il y a quatre ans. Dans les Territoires du Nord-Ouest, il n'y a pas encore de partis politiques.

M. Pearson croit que le Yukon en est à peu près rendu au

stade constitutionnel où en était la Saskatchewan et l'Alberta en 1905.

Pour M. Barden, l'invitation à la conférence signifie que les premiers ministres provinciaux "reconnaissent finalement les territoires comme des régions distinctes, qui méritent un statut et la reconnaissance".

## Conférence des premiers ministres

# Consensus sur l'approche d'une relance de l'économie

HALIFAX (PC) — Le premier ministre René Lévesque a déclaré, mercredi, qu'un consensus qui favorise les restrictions et une approche intégrée de la relance économique a été atteint à la réunion annuelle des premiers ministres provinciaux.

Prenant la parole lors d'une conférence de presse, avant son retour à Québec, M. Lévesque a annoncé, sans donner plus de détails, que le consensus comprend un programme de coordination économique.

Rien n'indique si M. Lévesque voulait dire que les provinces ont convenu d'un commun accord d'adopter un programme de restrictions, ou si les premiers ministres ont préparé une autre liste d'exigences à présenter au gouvernement fédéral.

Les précédentes conférences ministérielles avaient permis d'atteindre un consensus, mais cet accord ne comprenait souvent que des pressions conjointes sur Ottawa, afin qu'il prenne certaines mesures.

### Absurde et injuste

M. Lévesque juge que la politique de limiter les prix et salaires à cinq et six pour cent s'avère "absurde de par sa rigidité".

Selon lui, le programme de restriction du fédéral est injuste parce qu'il pénalise davantage ceux qui se trouvent au bas de l'é-

chelle, tandis que les Canadiens qui sont mieux rémunérés seront moins affectés.

Cependant, a-t-il précisé, bien que l'unanimité ait pu être obtenue au niveau des gouvernements provinciaux sur des restrictions générales et une stimulation progressive de l'emploi, il s'agit maintenant que le

secteur privé emboîte le pas.

Le premier ministre québécois a précisé que toute entente inter-provinciale peut devenir inefficace si le gouvernement fédéral refuse de coopérer avec les provinces et se borne à ses restrictions de six et cinq pour cent.

"Je ne me fais au-

cune illusion sur la réaction de l'autre bord (Ottawa), mais Bon Dieu, il faut bien s'essayer", a répondu M. Lévesque à un journaliste.

"Je dois dire que je suis venu ici sans croire vraiment que le système fédéral serait capable de régler les problèmes économiques."

## Lougheed: les mesures économiques d'Ottawa vouées à l'échec

HALIFAX (PC) — Le premier ministre de l'Alberta a fait savoir, mercredi, que ses homologues des autres provinces sont unanimes à trouver que le gouvernement fédéral ne s'y prend pas de la bonne façon pour relancer l'économie.

Dans une interview, M. Peter Lougheed a qualifié les dernières mesures économiques d'Ottawa de trop restrictives et il a prédit qu'elles sont vouées à l'échec.

Pour M. Lougheed, il n'est pas suffisant que le ministre fédéral des Finances Allan MacEachen limite les hausses de prix et de salaires dans le secteur public et se serve du poids du gouvernement pour contrôler certains prix dans le secteur privé.

Ottawa, a-t-il signalé, ne s'occupe que de l'inflation. "La plupart d'entre nous (les premiers ministres

provinciaux) croient qu'un programme de relance économique ne peut pas s'appliquer à cela uniquement."

C'est ainsi, par exemple, qu'il faudrait s'occuper également du manque de confiance des investisseurs dans l'économie, des taux d'intérêt élevés et d'autres facteurs.

La Banque du Canada devrait abandonner le plus rapidement possible sa politique de suivre les États-Unis dans ses taux d'intérêt, parce que cette politique a nui à l'économie canadienne, en ralentissant le taux de croissance et en causant du chômage.

## Davis: le contrôle des prix et des salaires acceptable...dans le secteur public

HALIFAX (PC) — On peut peut-être accepter un contrôle des prix et des salaires comme une première mesure rapide en vue de redresser l'économie nationale, a déclaré hier le premier ministre ontarien, M. William Davis, qui devait toutefois ajouter un peu plus tard qu'il ne faisait allusion qu'au secteur public, en exprimant cette opinion.

"Ne me faites pas dire que je suis en faveur d'un programme de contrôles sur toute la ligne à ce moment-ci," a-t-il précisé devant les journalistes.

M. Davis avait soulevé la question des contrôles dans un discours à la séance inaugurale de la Conférence annuelle des premiers ministres. Il a été impossible de le rejoindre avant plusieurs heures afin d'obtenir des précisions sur sa pensée.

Quand les journalistes lui ont demandé par la suite à quoi il faisait allusion, M. Davis a répondu qu'il songeait d'abord au secteur public. Quand on lui a demandé s'il ne voulait dire que le secteur public, sa réponse a été affirmative.

M. Davis a également indiqué qu'il n'était vraiment pas allé loin avec sa suggestion que les provinces approuvaient une "certaine version" du nouveau programme anti-inflationniste d'Ottawa, pourvu que le gouvernement fédéral soit prêt à tenir compte des recommandations économiques faites par les premiers ministres dans d'autres secteurs.

### À leur façon

Le premier ministre Trudeau a précisé

demandé aux provinces de limiter à six et cinq pour cent, au cours des deux prochaines années, les hausses de salaires dans le secteur public et des prix réglementés par l'administration provinciale. Il leur a aussi demandé d'accorder des octrois et des subsides pour convaincre le secteur privé d'agir dans le même sens.

Après la réunion de mardi, M. Davis avait dit aux journalistes que, de façon générale, les premiers ministres étaient d'accord pour reconnaître la nécessité de restrictions, mais qu'ils tenaient à procéder chacun de leur manière.

Il a refusé de répondre quand on lui a demandé si cette déclaration signifiait qu'on ne répondrait favorablement à aucune des demandes de M. Trudeau.

M. Davis a prédit qu'à la fin de la conférence, aujourd'hui, il y aurait un large consensus sur la nécessité d'agir pour stimuler l'économie, y compris sur la nécessité de modifier la FIRA, l'Agence de tamisage des investissements étrangers et le programme énergétique national et sur la nécessité d'offrir de nouveaux encouragements pour les investisseurs.

Toutefois, a-t-il admis, il ne faut pas s'attendre à des accords sur les détails. Un petit nombre de province, dont le Québec, demandent par exemple que la FIRA soit abolie, alors que l'Ontario, a rappelé M. Davis, ne souhaite que des modifications à l'agence.

M. Davis a accusé le gouvernement fédéral de maintenir sans nécessité les taux d'intérêt à un haut niveau bien qu'ils aient connu des baisses importantes aux États-Unis.

# Achetez-en 3, obtenez-en 4.



Achetez trois bidons de 4 litres de tout produit\* Olympic et obtenez-en un quatrième gratuit!

Hâtez-vous d'en profiter, l'offre prend fin le 12 septembre prochain!

\*L'offre ne comprend pas les bidons de 4 litres déjà offerts à prix réduit et spécialement étiquetés.

Procurez-vous ces excellents produits Olympic chez les marchands suivants!

CENTRE RENOVATION  
ROULEAU INC.  
45, rue Craig  
Cookshire  
O. PAGE & FILS INC.  
82, rue Grondin  
East-Angus  
MATERIAUX MAGOG INC.  
205, rue Centre  
Magog  
R & M MARTIN INC.  
44, rue St-Pierre  
Magog

LES PRODUITS ABG  
Route 222  
Racine  
GASTON CÔTÉ INC.  
1000, rue Galt est  
Sherbrooke  
DECORATION KING INC.  
1303, King ouest  
Sherbrooke  
GARRIEL DUBREUIL INC.  
1151, rue King est  
Sherbrooke

J. ANCTIL INC.  
Route 222  
St-Denis-de-Brompton  
MATERIAUX ST-ELIE INC.  
17, rue St-Michel  
St-Élie d'Orford  
MATERIAUX R & R LTÉE  
St-François-Xavier de Brompton  
ENTREPRISES A. PRATTE INC.  
665 ouest, rue Notre-Dame  
Victoriaville

**LUMBERLAND**  
Route rurale 3  
Coaticook  
460, rue St-Patrice ouest  
Magog  
Boul. Bourque  
Rock-Forest  
235, rue Galt est  
Sherbrooke

Peintures et teintures  
**OLYMPIC**

## Fleurimont pose le bon geste

Alors qu'on la mêlait au front commun ourdi par un groupe de municipalités, dont celle du canton d'Ascot, opposées au décret gouvernemental forçant l'installation d'un corps policier sur leur territoire, Fleurimont tâta tranquillement le terrain du côté de la régionalisation. Le maire Julien Ducharme a déjà entrepris des pourparlers avec la Sûreté du Québec et celle de Sherbrooke et ne refuserait probablement pas de discuter avec Lennoxville et Rock Forest. Cette attitude est fort sage. Non seulement, comme il le dit, parce qu'il importe d'utiliser le peu de temps qu'il reste à trouver des solutions de rechange à l'ordre gouvernemental, mais aussi parce que l'implantation de polices régionales s'impose comme la réponse au problème de protection des petites municipalités.

Fleurimont n'endosse pas pour autant l'injonction gouvernementale qui ignore tout de la souplesse. Québec en effet semble se complaire dans de faciles générali-

sations, et, à l'instar du maire de la municipalité du Canton d'Ascot, Robert Poullet, on peut encore une fois s'étonner de l'arbitraire d'une loi qui exige d'une municipalité qu'elle se dote d'un corps policier complet à partir du seul moment où sa population passe le cap des 5,000 âmes; et cela qu'importe son "profil criminel" ou son portrait démographique. Il faut, bien sûr, fixer une limite, un plancher à partir duquel bâtir des exigences, mais cette limite doit être flexible.

Ceci dit et répété, la municipalité du Canton d'Ascot, tout en criant son opposition aux visées gouvernementales, aurait peut-être avantage à se laisser influencer par l'attitude de sagesse de Fleurimont, qui est vraiment la conduite à privilégier. Fleurimont veut parer au pire. Fleurimont ne veut pas être surprise les mains dans les poches quand elle aura le fusil gouvernemental sur la tempe. Son chemin est sûrement le bon.

Jacques Lafontaine



### L'OPINION DES LECTEURS

#### Notre droit à une vie décente

M. Jacques Lafontaine  
Editorialiste  
La Tribune

Suite à votre éditorial dans La Tribune du jeudi 19 Août 82. Nous tenons à vous répondre pour vous expliquer en détail la recette de notre "omelette", espérant vous faire comprendre que le plat sera réussi sans nécessairement casser beaucoup d'oeufs...

Etudions donc la solution proposée par le regroupement des associations de travailleurs et travailleuses au pourboire:

a. Diminution de la taxe de vente à 5%, applicable sur toutes les ventes, b. et inclusion d'un pourboire ou "frais de service" de 15%.

a: Nous savons, m. Lafontaine que les finances publiques sont taries. Mais si on procède à l'application d'une taxe de 5% sur toutes les ventes, le trésor public pourra récupérer un montant important qu'il ne percevait pas actuellement.

L'application d'une taxe de 5% sur les montants inférieurs à \$3.25 ne pénalise pas tellement le consommateur puisque la somme à payer est réellement minime: sur une facture de \$3.00, le 5% de taxe équivaut à seulement .15 cents.

De toute façon, le gouvernement a déjà fait un effort de diminution de taxe pour des secteurs considérés comme "mous": le textile les meubles, etc... Pourquoi ne pas faire un effort pour l'industrie de l'hôtellerie et la restauration qui est tout de même un secteur important de la vie économique québécoise?

Les finances publiques iront aussi chercher des montants importants en contrôlant les pourboires inclus sur les factures. Ces impôts seront donc une entrée supplémentaire que le trésor public ne percevait pas actuellement!

Nous ne voyons donc pas de problèmes pour les finances gouvernementales. Au contraire, jusqu'à présent, le gouvernement ne peut que trouver des avantages à ce système.

b: Inclusion d'un pourboire de 15%. Vous dites "qu'il importe avant tout que la rémunération totale des travailleurs à pourboire soit connue du fisc. C'est une question de justice".

Il faudrait nous expliquer en quoi les solutions 5.25-3-et 5.4 du livre vert permettent le contrôle total des revenus en pourboires des travailleurs. A notre avis, rien n'est réglé avec les trois dernières solutions.

Le "service inclus" par contre permet un contrôle sûr et efficace des sommes perçues en pourboires. C'est donc satisfaisant pour les ministères des revenus.

Ce système permet aussi aux employés (es) au pourboire de voir enfin leur salaire indexé au coût de la vie. Savez-vous, M. Lafontaine que les travailleurs de ce secteur voient leur pouvoir d'achat diminuer d'année en année, alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. ? Quels sont les clients qui pensent à indexer leurs pourboires? Et actuellement, quels sont les clients qui pensent à laisser un pourboire selon le service reçu?

Nous savons trop ce que nous pou-

vons trouver comme pourboire sur nos tables pour croire que les gens nous évaluent selon la qualité de notre service: le steak est trop cuit, c'est notre faute; les pommes de terre sont froides, c'est notre faute; le jus d'orange est trop cher, c'est notre faute; les commandes sont longues à sortir, c'est notre faute!

Aucun travailleur n'accepterait de faire évaluer quotidiennement son salaire en fonction des services qu'il donne! pourquoi le travailleur de l'hôtellerie et de la restauration serait-il obligé de tolérer cette forme de rémunération?

A-t-on déjà vu des agents d'assurance laisser aux clients le soin de fixer leur pourcentage de commission? Demandez à n'importe quel vendeur à commission s'il serait d'accord pour laisser le client évaluer son travail et fixer son revenu...

Que fait-on de la liberté du client me direz-vous?

Nous croyons que le client sera gagnant sur la qualité du service: avez-vous déjà vu un vendeur à commission qui n'est pas souriant gentil, et serviable envers ses clients.

Il sera dans l'intérêt du travailleur au pourboire de donner un bon service pour garder sa clientèle et mieux vendre sa marchandise. Et s'il advient le cas où le service n'est pas satisfaisant, il restera au client la même liberté que dans n'importe quel autre secteur où il reçoit des services rémunérés à taux fixes: celle de se plaindre à la direction!

Le client jouera son rôle de "consommateur averti", et la direction verra à la compétence et à l'efficacité de son personnel.

De plus, par la méthode du "service inclus", le travailleur de ce secteur pourra enfin profiter des bénéfices sociaux qu'il ne peut percevoir avec le système actuel.

Savez-vous que même si un employé au pourboire paie une somme hypothétique de \$20,000.00, il ne reçoit aucun bénéfice en échange?

Travailler dans ce secteur de service est difficile. Les salaires y sont fluctuants selon les saisons, la température et plusieurs autres facteurs impondérables.

C'est enfin au tour des employés (es) au pourboire de se négocier des conditions salariales décentes et de revendiquer les mêmes droits que tous les autres travailleurs.

Va-t-on nous refuser ce droit à une vie décente?

Rita Baillargeon  
Présidente de l'Association des employés (es) à pourboires de l'Estrie  
Et Madeleine Lavoie  
Vice-présidente

#### Hommage à Dostoïevski

1982 est le centième anniversaire de la mort de Fédor Mikhaïlovitch Dostoïevski.

La parole de cet écrivain n'a rien perdu de sa vitalité et touche encore très fort les esprits et les cœurs.

Cheminer avec Dostoïevski c'est revenir à ces questions "maudites" (dans le sens que plusieurs refusent de les aborder). L'Existence humaine a-t-elle un sens, lequel? L'homme que peut-il faire et que doit-il faire tant que sa vie lui est donnée? Qu'est-ce qui lui est permis et qu'est-ce qui lui est imposé?

Ce qui est le plus vivant dans Dostoïevski c'est son opiniâtreté pour pénétrer les replis les plus secrets de l'âme humaine, pour analyser les conditions déterminant le comportement de l'individu au sein de la société.

Des étoiles qui continuent à briller dans la vie de Dostoïevski c'est la fidélité absolue à la vérité de la vie, et la puissance de sa parole qui dénonce, qui proteste, qui se lance à perdre haleine à la poursuite douloureuse de la vérité. C'est la foi en la haute vocation de l'homme sur terre; c'est le ressentiment que suscitent chez l'écrivain les humiliations infligées à ses semblables; c'est enfin sa protestation véhémentement contre l'injustice sociale.

P.S. Quelques titres parmi les célèbres romans sociaux de l'auteur: Crime et Châtiment, L'Idiot, Les Frères Karamazov).

Gilles Légiaré

#### Non au couloir centre-est

M. Jean-Marie Pelletier  
Coordonnateur des communications pour l'Hydro-Québec  
St-Hyacinthe

Suite à la réunion du 17 août 1982 avec les municipalités concernées, nous tenons à vous crier notre mépris.

Nous sommes situés sur le tracé concerné dans le corridor Centre-Est, au numéro de lot 28A rang 5, dans le Canton d'Eaton.

D'après le tracé, vous passez dans un boisé où il y a un plan d'aménagement forestier en cours. Il y a déjà eu la somme de \$3,242.42 de versée de la part d'A.F.A. des Sommetts. Ces travaux ont contribué à l'embauche de quelques personnes, et contribueront, dans le futur, à d'autres emplois.

C'est un boisé qui vaut la peine d'être considéré pour plusieurs raisons:

- 1- La valeur du bois prend de l'expansion à chaque année.
- 2- Le bois bien éclairci pousse plus vite et est plus rentable à long terme.
- 3- La valeur marchande de la ferme est augmentée par le fait même.
- 4- Etant donné que nous avons une érablière en opération, ce boisé pourrait servir dans le futur à l'expansion de celle-ci.
- 5- La majorité de ce boisé est composée de feuillus en particulier de l'érable qui est protégée selon le Bill 90.

Pourquoi donc avoir deux poids, deux mesures? L'Hydro-Québec a le droit de couper des érables, et le propriétaire peut se retrouver devant la Cour de Justice, pour cette même raison.

L'interprétation et l'application du Bill 90 seraient-elles différentes pour le propriétaire et le gouvernement?

Que dire du zonage agricole (morcellement des terres)?

Plusieurs groupements s'évertuent à vous faire comprendre qu'ils ne sont pas intéressés à cette ligne de haute tension, et vous faites comme l'autruche, la tête dans le sable, refusant d'écouter les revendications. Lors de la rencontre à Johnville, vous avez dit: "que vous tiendriez compte de la réaction du milieu". Quelle naïveté!...

Le choix d'un autre corridor toucherait moins d'individus.

Il y a 14 ans que nous sommes établis sur cette ferme. Nous avons investi, temps, argent et efforts pour en faire un milieu agréable à vivre.

Comme individus, nous nous opposons et refusons énergiquement cette

ligne à haute tension, car en plus de déprécier notre ferme, les effets néfastes que causent cette ligne sont à considérer.

En plus de détruire notre environnement, vos pylônes immortaliseront la démocratie qui existe au sein du gouvernement péquiste.

Propriétaires qui s'opposent au corridor Centre-Est  
Réal et Lise Boisvert  
Sand Hill

#### Une mise au point

M. le rédacteur  
La Tribune

Pour faire suite à une déclaration de Mme Carmen Juneau, députée de Johnson, dans votre journal de vendredi dernier, je me dois de faire une certaine mise au point qui est pour moi très importante concernant une déclaration que j'aurais faite lors de la visite de Robert Bourassa à Asbestos.

Premièrement, si j'étais à Asbestos, je n'y étais pas comme maire de la ville de Windsor, mais bien comme ami personnel de Robert Bourassa. Je n'ai pas fait de politique provinciale depuis 1976, et je n'ai pas l'intention de commencer aujourd'hui; contrairement à ce qu'a déclaré Mme Juneau, je n'ai jamais voulu lui donner un coup dans le dos, car elle me connaît très bien, et si j'avais voulu l'attaquer personnellement, j'aurais mentionné son nom; de plus je n'avais aucune raison de le faire.

Ce que je dis et ai voulu dire c'est que le parti libéral avait dans Richmond un bon combattant dans la personne d'Yvon Vallières, ce que nous n'avions pas dans Johnson. Je sais ce que j'ai dit et je sais ce que j'ai voulu dire. Je n'avais aucune raison d'attaquer Mme Juneau qui est une de nos concitoyennes; et je dois avouer qu'elle travaille très fort pour son comté et sa ville, au point d'avoir été obligée de prendre un repos sur les ordres de son médecin.

Lors de l'élection partielle et de son élection générale je me suis abstenu, même avec des pressions, de participer à la campagne électorale, la raison était que j'étais un ami de la famille et que de plus on était de la même ville.

Par cette mise au point, il n'est pas question de m'excuser ni faire des courbettes, car en aucun temps je ne visais Mme Juneau et je n'ai jamais voulu faire de comparaison entre Mme Juneau et Yvon Vallières, qui tous deux font leur grand possible et travaillent très fort pour leur comté respectif.

Marcel Noël  
Windsor

#### Tribune-Forum

A la fin juin à l'école, on chante "Adieu, M. le professeur". Au début de septembre, dites-lui Bonjour en lui écrivant as de la Tribune-Forum, ce que vous attendez de lui et de l'école. Pour les parents, des lettres ne dépassant pas deux pages, pour les enfants, des lettres d'une trentaine de lignes. Parmi toutes les lettres reçues, nous tirerons au sort un nom chez les parents et un chez les enfants. Les deux gagnants recevront un dictionnaire. Les lettres doivent être signées et porter l'adresse complète ainsi que le numéro de téléphone du signataire. L'anonymat dans le journal sera respecté pour ceux qui le désirent. Les lettres devront être reçues au plus tard le 1er septembre pour les fins du concours. Faites parvenir vos lettres à La Tribune-Forum, 1950 Roy, J1K, 2X8, Sherbrooke.

## Propos insolents et insolites

L'Union nationale tiendra son assemblée générale le 24 octobre à Victoriaville. Au Colisée Béliveau ou dans une cabine téléphonique?

Le gouvernement d'Ottawa est favori pour remporter le prix "No Bell" d'économie.

Selon Camille Laurin, Harvey fait de bien bonnes choses. En anglais, on dit "he is a HEC of a good guy".

René Lévesque n'est pas d'accord pour appliquer la règle du 6 et 5 p.c. d'augmentation des salaires. Et ensuite il imputera ses déficits à Ottawa.

Quels pays prendront la relève des Falklands, des combattants du Liban

et de la guerre Iran-Irak? C'est actuellement le calme plat sur le front des guerres.

Les restaurateurs font faillite parce qu'ils ont trop d'appétit et que leurs clients n'en ont pas assez.

Nos gouvernements manquent d'imagination. Ça fait déjà deux semaines que nous n'avons pas eu de hausses de taxes.

Les femmes victimes de harcèlement sexuel en milieu de travail devraient prendre conseil auprès des hommes pour apprendre à se défendre des importuns: en effet peu d'hommes se plaignent d'être victimes de tels abus.

Epaminondas

### BAVASSERIES

## Lettre à Donald Duck

Quand j'ai lu que vous vous étiez syndiqué, j'ai cru que c'était un canard. Mais je me suis rendu à l'évidence, un peu essoufflé. Il vous fallait vous syndiquer. Vous en aviez assez de faire rire de vous et de vous sentir drôles au milieu d'un public qui vous utilisait pour son divertissement personnel et vous cassait les pieds. Il vous fallait cette cane.

Si je vous écris à vous plutôt qu'à Pluto, c'est parce que vous êtes un homme de plume et qu'il ne fait par ailleurs aucun doute dans mon esprit que vous êtes de votre propre chef le responsable de vos actes. On a d'ailleurs dit à la radio que vous étiez l'as du peu de respect qu'on vous témoignait. Vous seriez en quelque sorte la crème au-dessus des petits laids que sont Goofy et Mickey Mouse ou la

souris de ce dernier, Minnie. Vous seriez le comte de fée.

Ainsi, vous et 96 de vos copains ne vouliez pas faire bande dessinée à part. Je vous comprends, vous vouliez rejoindre d'autres amuseurs publics: Michel Chartrand, Louis Laberge. D'ailleurs on retrouve tous les comiques en groupe: les autres sont politiciens, à moins qu'ils ne soient vraiment drôles, auquel cas ils sont souvent morts ou tordus de rire.

Les visiteurs à Disney World, ces sans dessein animés, ont voulu abuser de vous. Finies les blagues à part. Mieux vaut ne pas en rire. Ne faites plus rien. Les enfants ne vous en voudront pas, on dit qu'un rien les amuse.

Walter Hégault

### L'OPINION DES AUTRES

#### Une enquête s'impose

On avait prédit, peut-être même prévu cette émeute, la plus sanglante de l'histoire des prisons canadiennes, mais on ne s'y était pas préparé... La situation de milliers de détenus dans les pénitenciers canadiens n'est révélée au public que sporadiquement - et il faut des émeutes, des prises d'otage et des morts pour y arriver.

Trois émeutes dans les prisons en 1976 avaient provoqué l'examen le plus intensif du système pénitentiaire canadien qu'on ait jamais effectué, en l'occurrence la nomination d'un sous-comité parlementaire qui avait visité tout le système.

En 1977, ce comité disait dans un rapport que le système carcéral canadien était "en crise", dans une situation tellement dangereuse, tellement explosive, tellement "cruelle et inaccoutumée" que, par exemple, il était impossible d'obtenir une chose aussi simple qu'un rapport cohérent sur le nombre de pilules données aux prisonniers de Millhaven.

Le comité avait fait 65 recomman-

dations en vue d'améliorations, dont plusieurs avaient trait à l'administration des prisons, et non pas à des concepts théoriques de criminologie ou de sociologie. Quand le commissaire Donald Yeomans fut nommé en 1978, très peu de ces recommandations avaient été appliquées...

En 1981, le vérificateur général, M. Kenneth Dye, signalait que M. Yeomans avait réussi à prendre en mains l'aspect administratif du problème, mais M. Dye utilisait les mots: faible, incomplet et mal appuyé pour décrire les notes qui composaient les dossiers des prisonniers, comme résultat du manque de coordination entre les 2,773 gardiens qui furent reclassifiés en 1981 au coût de \$83 millions, et le système d'éducation, de même que le système d'embauche de la prison.

Le moment est venu de faire une enquête sur les prisons fédérales. Cette fois, espérons que quelqu'un suivra ce conseil.

The Calgary Herald

les opinions... les documents... les analyses... les sondages...

DOCUMENT

Les confidences d'un officier soviétique passé à l'Ouest

par Stéphane Delatour

PARIS (AFP) - L'armée soviétique est-elle une machine parfaitement huilée et réellement monolithique? Echappe-t-elle au désordre, à la corruption et à l'alcoolisme qui minent la société soviétique? Viktor Souvarov, ancien officier de l'armée soviétique, répond à ces questions en témoignant de sa propre expérience.

QUI EST SOUVAROV?

Ancien officier des unités blindées, membre du corps de troupe soviétique qui entra en Tchécoslovaquie en 1968, aujourd'hui déserteur passé à l'Ouest et comme tel condamné à mort par contumace par le collège militaire de la Cour suprême de l'URSS, l'auteur des "Libérateurs" (publiés aux éditions Mazarine sous un pseudonyme) sait de quoi il parle. Grâce à lui, nous pénétrons dans la vie quotidienne de l'armée rouge, l'un des domaines les moins connus de la société soviétique.

Entré à l'école des officiers des gardes blindés de Kharkov (Ukraine) pour échapper à la triste vie du kolkhoze, le jeune élève officier fait rapidement connaissance

avec les conditions de vie des blocs disciplinaires: exercices et

deux grandes manoeuvres et l'apprentissage du métier militai-

l'existence d'une "Nomenklatura" qui n'a rien à envier à l'élite de la classe politique.

DES COMPENSATIONS

Pour les gradés qui n'ont pas accès aux privilèges de la "Nomenklatura", il reste quelques consolations substantielles. Un officier garde pour son usage personnel un soldat-bijoutier, un autre utilise à son seul profit les talents de sculpteur d'un de ses hommes, et nombreux sont ceux qui envoient des unités travailler quelques jours dans un kolkhoze, contre rémunération à qui de droit.

Tout le monde est satisfait: les officiers bien sûr, mais aussi les soldats qui échappent ainsi aux exercices et aux manoeuvres. L'armée seule pourrait s'en plaindre. Souvarov raconte l'exemple d'un sergent "artisan" nommé chef d'un groupe de chars alors que sa connaissance des blindés se limite aux tanks miniatures qu'il construit à longueur d'année pour son colonel.

CYNISME

Pour les autres soldats, la vie

militaire semble surtout marquée par une discipline de fer, qui prend parfois une allure ubuesque. Comme toute institution soviétique, l'armée suit le principe de la planification et nul ne doit s'étonner si une patrouille de police militaire est chargée d'arrêter un nombre déterminé de contrevenants. Pour remplir le plan, tous les moyens sont bons. Souvarov avoue avoir arrêté par exemple un soldat qui avait un seul tort: un bouton de son uniforme, mal cousu, faisait pointer vers le bas le symbole de l'Etat soviétique, le marteau et la faucille...

Comment en vouloir à la patrouille? Si le plan n'est pas rempli, elle rejoindra au bloc disciplinaire ses victimes trop peu nombreuses qui ne manqueront pas de lui réserver le meilleur accueil.

PAS DE RISQUES

Les grandes manoeuvres de l'armée soviétique constituent l'aboutissement de plusieurs mois d'entraînement. Un délai qui devrait être suffisant pour être sûr d'obtenir de bons résultats? Ce n'est pas l'avis des officiers supérieurs qui préfèrent ne pas

prendre de risque.

Pour être certain que le franchissement d'une rivière par des tanks s'effectuera sans encombre devant l'état-major général, un responsable des grandes manoeuvres fait littéralement paver le fond de la rivière à l'endroit du passage, et les blindés traversent le fleuve sous l'eau comme dans un couloir...

Conclusion de Souvarov: "un cynisme de bon aloi a depuis longtemps remplacé l'idéologie et le patriotisme, et les considérations de carrière sont devenues prioritaires chez les militaires soviétiques."

L'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968, à laquelle il a participé dans une unité de blindés, semble avoir été pour l'auteur des "Libérateurs" l'un des éléments qui l'ont incité à fuir l'Union soviétique. Viktor Souvarov décrit en détails à la fin de son livre l'exécution devant son régime d'un soldat coupable d'avoir déserté. Lui-même, condamné par contumace, termine par ses lignes: "Je me trouve entre le moment où la sentence est prononcée et celle où elle sera exécutée. Je n'ai jamais été aussi heureux de ma vie."



Soldats soviétiques à l'exercice

punitions à la limite du sadisme sont le lot quotidien. Plus tard, en-

re, Viktor Souvarov découvre avec stupéfaction au sein de l'armée

DOCUMENT

Le débat sur l'euthanasie en République fédérale allemande

Par Michel-Pierre Durieux

BONN (AFP) - Le récent passage à la télévision allemande d'un ancien athlète devenu hémiplegique à la suite d'une mauvaise chute dans une piscine, et qui demandait qu'on l'aide à mourir, a relancé en Allemagne la polémique sur l'euthanasie.

La simple évocation de ce mot évoque pourtant de terribles souvenirs en Allemagne. 70.000 handicapés mentaux ayant été assassinés en son nom pendant le troisième Reich.

C'est d'ailleurs pour cette raison que les médecins actuels qui peuvent être appelés à y avoir recours, ont tant de difficultés. Comment aider des gens à mourir sans souffrir sans risquer d'être aussitôt accusés d'appliquer des méthodes nazies?

L'opinion publique allemande semble être néanmoins plutôt partisane de mettre fin à la vie de gens qui sont perdus et la "Société allemande pour la mort humaine" (Deutsche Gesellschaft Humanes Sterben) a même envoyé une lettre au chancelier Helmut Schmidt lui demandant d'intervenir en faveur de la législation de l'euthanasie.

Légalement, l'euthanasie toujours con-

siderée comme un crime est interdite. Médecins et personnes privées l'ont cependant de plus en plus pratiquée ces dix dernières années et plusieurs représentants du corps médical se sont déjà exposés aux foudres de la loi.

Toute personne coupable d'avoir pratiqué l'euthanasie risque ainsi, selon les cas, de six mois à cinq ans de prison. Toutes tentatives dans ce sens sont également passibles des mêmes peines.

Les juristes allemands estiment certes qu'un médecin a le droit de débrancher les appareils qui maintiennent en vie un malade ou un blessé lorsque son cerveau n'est plus irrigué et que seuls fonctionnent encore pendant quelques minutes son coeur et le reste de sa circulation sanguine.

Selon l'ordre des médecins de RFA, la non irrigation du cerveau peut être déclarée irréversible lorsque le diagramme cérébral ne montre plus aucune courbe pendant au moins trente minutes. Les appareils peuvent alors être débranchés.

Mais la difficulté essentielle provient du fait que beaucoup de personnes condamnées, pour la plupart du temps des vieillards, des grands

blessés ou des malades incurables, tels que des cancéreux, ont le cerveau toujours irrigué (et ne sont donc pas cliniquement morts).

Le médecin devenu souvent leur confident est alors placé devant une terrible alternative. Doit-il augmenter la dose de médicaments, sédatifs et analgésiques, pour apaiser les souffrances de son patient en risquant de provoquer une embolie cardiaque, ou doit-il l'abandonner à son sort?

Parfois, c'est la famille du malade qui est présente à son chevet et l'aide à mourir.

Mais, la plupart du temps, c'est le médecin qui doit jouer ce rôle, soit parce que les malades n'ont plus aucune attache avec leurs proches, soit parce qu'ils sont négligés par leur famille située trop loin pour leur rendre souvent visite.

De plus en plus nombreux sont les médecins qui accèdent aux demandes d'en finir de leurs malades. Dans une récente enquête de l'hebdomadaire

"Stern" plusieurs d'entre eux n'ont pas hésité à déclarer qu'ils avaient aidé beaucoup de patients à passer de vie à trépas sans souffrances inutiles. "J'ai aidé à mourir

presque toute une famille que je connaissais depuis des années", a déclaré l'un d'eux, ajoutant qu'il ne voyait pas pourquoi on l'accusait d'être allé à l'encontre de la morale, de l'Église catholique surtout. Celle-ci, bien sûr, est farouchement opposée à l'euthanasie et ne perd pas une occasion de le rappeler.

Conséquence d'une société hautement industrialisée où les progrès de la médecine permettent de plus en plus de maintenir artificiellement des mourants en vie, l'euthanasie est en question en RFA.

Mais la loi reste pour le moment la loi: le parquet de Hagen, en Rhénanie-Westphalie, a ouvert une enquête pour homicide contre X à la suite du décès de l'hémiplegique qui était passé à la télévision.

Son épouse est fortement soupçonnée d'avoir aidé son mari à mourir, bien que celui-ci eût craint les suites judiciaires d'un tel acte pouvant entraîner pour sa compagne.

Cette dernière nie cependant avoir tué son époux. La fille du disparu, elle, a déclaré le jour de son enterrement que "prison ou pas, elle aurait aidé son père à mourir s'il le lui avait demandé."

de parcours. Aujourd'hui, nous tenons à souligner notre reconnaissance et notre admiration devant cette immense générosité et cette grande solidarité. Nous tenons à souligner l'excellente collaboration des médias de l'Estrie et en particulier "La Tribune" et "C.J.R.S.". Dans cette

affaire, ces médias ont joué un grand rôle dans cet élan de solidarité envers nous.

A tous ces gens et à tous ces médias, nous disons merci et nous promettons de continuer à oeuvrer pour le droit aux vacances pour tous. Rendez-vous familial de Pointe St-Charles Katevale

La Pologne vit toujours

Avec les récents événements qui ont marqué le deuxième anniversaire des grèves d'août 1980 et la répression qui a une fois de plus frappé les travailleurs(euses) polonais, à Varsovie et à Gdansk, on peut prévoir que le syndicat Solidarnosc, loin de disparaître, entre avec force dans une étape probablement cruciale de sa lutte.

Le Comité de Solidarité avec les travailleurs

(euses) polonais, de Sherbrooke, qui ouvre sa saison 1982-1983, compte continuer de soutenir Solidarnosc. Il fera appel, dans les semaines et mois à venir, aux ressources tant financières que humaines militantes de la population de Sherbrooke.

Robert Bernier  
Le Comité de Solidarité  
avec les travailleurs  
polonais  
Sherbrooke

**1000\$ DE RABAIS**

**À L'ACHAT DE N'IMPORTE QUEL CAMION NEUF DATSUN 1982**

**1000\$ de rabais, ce qui veut dire**

**Pas seulement 300\$ de rabais. Pas seulement 500\$ de rabais. Ça, d'autres manufacturiers vous l'offrent. Mais 1000\$.**

**1000\$ de rabais à l'achat de n'importe quel camion neuf Datsun 1982. Soit pour votre paiement initial, soit en chèque, de Nissan-Datsun.**

**1000\$ de rabais, ce qui veut dire**

**que Datsun offre les meilleurs prix au pays pour des demi-tonne à deux roues motrices ou 4x4. A essence ou diesel, ordinaire, caisse allongée ou même le superbe King Cab.**

**Alors, faites votre meilleur achat et profitez-en pour économiser 1000\$. Mais faites vite, car l'offre se termine le 30 septembre 1982.**

**DATSUN**

**1982**

**NISSAN**

Chez tous les concessionnaires participants Datsun

L'OPINION DES LECTEURS

Un bel élan de charité

Le Conseil d'administration du "Rendez-vous Familial de Pointe St-Charles" au Camp Savio, déplore le hold up qui a eu lieu le jeudi 12 août 1982 à Katevale contre notre présidente et directrice, Mme Rose-Alma Girard. Les auteurs de ce vol n'ignorent sûrement pas que cet argent sert pour les besoins des familles qui sont parmi les plus défavorisées au Québec. En effet, notre groupe est un organisme sans but lucratif, voué à la promotion des vacances et des loisirs pour les familles, et surtout les plus démunies. Pour atteindre son objectif, le groupe reçoit des subventions de la part du ministère du Loisir, de

la Chasse et de la Pêche, de Centraide Montréal, du ministère des Affaires sociales; les familles défraient une partie des coûts qui sont de plus en plus élevés (location du Camp Savio, la nourriture, le personnel, le transport des familles, l'entretien, l'administration, etc.).

Cependant et malgré les circonstances douloureuses et surtout le manque à gagner de \$3,000.00, qui est très énorme pour un groupe populaire comme le nôtre, nous avons découvert une grande solidarité chez les citoyens de la région, qui par leurs gestes humanitaires et désintéressés, nous ont reconfortés et nous ont fait oublier cet accident

# Production industrielle: mois de juin désastreux

OTTAWA (PC) — La production industrielle a connu un mois de juin désastreux au pays. Selon les plus récentes statistiques publiées mercredi par Statistique

Canada, ce secteur de l'économie a en effet connu sa chute la plus dramatique depuis sept ans, étant de 2,8 pour cent inférieur à ce qu'il avait été durant mai.

## En mai

En mai, la production industrielle canadienne avait connu une progression de 1 pour cent. C'é-

tait la première hausse mensuelle depuis juin 1981. Les reculs précédents les plus impressionnants étaient survenus en juillet 1981, avec une baisse de 2,3,

et surtout en janvier 1975, où la baisse avait été d'un fort 3,4 pour cent.

A quels facteurs attribue-t-on surtout cette

baisse? A la grève de milliers de travailleurs de l'Inco Metals Co., en Ontario, aux mises à pied dans les industries de fabrication de machi-

neries, aux marchés ralentis des biens non durables tels les vêtements, ainsi qu'à certains marchés de biens durables comme les automobiles.

Les chiffres de juin, compte tenu des facteurs saisonniers, signifient que la production industrielle du pays a été de 14,1 pour cent moins active qu'un an plus tôt, alors que l'industrie avait atteint son dernier sommet avant la récession actuelle.

## Production nette

Ce rapport mensuel porte sur la production nette domestique telle que calculée par l'industrie. Comparées aux données de mai, celles de juin démontrent que le secteur minier a vu sa production diminuer de 9,3 p.c. le secteur manufacturier de 1,5 p.c. et celui des services publics d'électricité, de gaz et d'eau de 5,8 p.c.

Si l'on transpose ces chiffres en dollars, on constate que la production industrielle, toujours compte tenu des facteurs saisonniers, n'a pas cessé de diminuer

de trimestre en trimestre depuis son sommet de \$34,109 milliards au deuxième trimestre de

1981. Les chiffres pour le deuxième trimestre de 1982 équivalaient alors à \$30,005 milliards.

# Une fusion qui permettrait de créer une des plus importantes sociétés d'investissement au Québec

MONTREAL (PC) — Geoffrion Leclerc Inc. de Montréal s'apprête à fusionner avec Grenier Ruel Cie. Inc. de Québec, dans le but de créer une des plus importantes sociétés d'investissement de la province, a indiqué mer-

credi un officiel de Geoffrion. La nouvelle compagnie porterait le nom de Geoffrion Leclerc Inc., si la fusion est approuvée par les commissions des valeurs mobilières du Québec, de l'Ontario et de la Colombie-

Britannique. La nouvelle société détiendrait un capital d'environ \$5 millions et des revenus annuels d'environ \$20 millions.

"Impossible de s'en sortir quand on est petit", a expliqué le président de Geoffrion Leclerc Inc., M. Guy Desmarais.

"La compétition devient plus dure, de sorte que nous devons nous aussi devenir plus grands", a-t-il ajouté. "Les fusions sont devenues une tendance dans notre industrie au Canada et aux Etats-Unis".

Le service de courtage immobilier de Grenier Ruel Cie Ltée, continuera sous ce nom, et deviendra une filiale de la nouvelle firme de courtage.

## 25 villes

La nouvelle firme emploiera 212 courtiers dans 25 villes du Québec ainsi qu'à Ottawa. La nouvelle compagnie espère également ouvrir un jour

des bureaux à Toronto et Vancouver.

M. Desmarais a indiqué que sa compagnie serait ainsi la plus importante au Québec sur le marché du financement des municipalités, des commissions scolaires et des hôpitaux, un marché valant près de \$1 milliard.

Les stocks ont substantiellement diminué au cours de la dernière année dans les bourses du pays, ce qui a incité plusieurs firmes de courtage à fusionner ou à mener des opérations conjointes.

L'une des fusions les plus récentes a impliqué Richardson Securities of Canada Ltée, de Winnipeg, et Greenshields Ltée, de Montréal, devenues Richardson Greenshields Canada Ltée, la plus importante firme d'investissement au Canada.

L'été dernier, Dominion Securities Ltée et A.E. Ames Ltée, de Toronto, sont devenues Dominion Securities Ames Ltée.

# Pâtes et papier: possibilités d'expansion presque nulles

CHICOUTIMI (PC) — Les possibilités d'expansion dans l'industrie des pâtes et papier au Québec sont pratiquement nulles. L'industrie doit donc travailler à consolider ses installations et augmenter sa productivité. C'est du moins l'avis exprimé mercredi par des représentants de ce secteur, au Saguenay-Lac-Saint-Jean, devant les membres du Cercle de presse du Saguenay.

MM. Marcel Beaudoin, de la Donohue Saint-Félicien, Yvan Langevin, d'Abitibi-Price et Régis Savard, de Domtar à Dolbeau, ont noté qu'actuellement, toutes les sociétés avaient "gelé" les projets de modernisation des usines en raison de la conjoncture économique.

## Geler l'emploi

Les porte-paroles de l'industrie ont affirmé que la consigne était simple, en cette période d'austérité: geler

l'emploi, réduire les projets à capitaux et rationaliser les dépenses.

Interrogés à savoir si cette stratégie est bonne en face d'une industrie américaine de plus en plus agressive, les représentants de l'industrie régionale ont assuré qu'ils n'avaient pas tellement le choix dans le contexte actuel.

M. Savard a constaté que les producteurs américains grugaient le marché depuis une vingtaine d'années: en 1960, a-t-il rappelé, les Canadiens écoulait 63 pour cent de leur production aux Etats-Unis. En 1981, ce chiffre est passé à 50 pour cent.

Par ailleurs, selon M. Savard, il en coûte 40 \$ de plus pour produire une tonne de papier au Canada en comparaison des usines américaines.

Les dirigeants papetiers locaux se sont toutefois déclarés assurés que l'industrie canadienne demeurerait concurrentielle.

## L'économie en bref

### A l'heure de la mortadelle

La croissance des ventes d'aliments a chuté de moitié, au Canada et à Montréal, et des deux tiers au Québec.

Les gens n'osent même plus dépenser pour manger. Devant le dramatique revirement de la tendance et compte tenu en outre de l'inflation, force est de réaliser que le Canada, et le Québec en particulier, s'est mis à l'heure de la mortadelle.

Dans l'ensemble du Canada, les ventes des supermarchés augmentaient de 12,2 pour cent de janvier à mai 1981, mais de seulement 6,2 pour cent au cours des cinq mois correspondants de 1982.

### Moins d'aisance

Dans une proportion de trois contre un, les Canadiens estiment que les taux d'intérêt élevés leur ont fait perdre une partie de leur bien-être.

Un sondage a permis de constater en effet que 56 pour cent des répondants estimaient avoir perdu, en répondant à une question qui leur demandait s'ils croyaient avoir perdu ou gagné quelque chose par suite de la hausse des taux d'intérêt. Seulement 16 pour cent ont répondu que les taux d'intérêt élevés leur avaient été profitables.

### Etudiants pénalisés

Les hommes politiques devraient diluer la lutte unilatérale entreprise contre l'inflation et se pencher sur les familles qui souffrent de la politique anti-inflationniste du gouvernement.

Le président de la Fédération des instituteurs du Canada qui regroupe 220,000 membres, M. Gregory O'Keefe, a affirmé que les politiques gouvernementales tiennent aucun compte des conséquences graves que subissent les enfants à l'école.

Il a précisé que les instituteurs peuvent constater de visu, dans leur travail quotidien, les effets des mises à pied et des faillites.

### Performance excellente

En augmentant l'écart entre taux débiteurs et créditeurs et en majorant les frais de service réclamés à ses clients, la Banque de Montréal a connu son meilleur trimestre depuis le début de l'année. Les profits des trois derniers mois ont atteint 70 millions \$, en hausse de 16 pour cent par rapport au trimestre précédent.

Fait à signaler, la provision pour pertes sur prêts monte de 34 pour cent et s'établit à 87,1 millions \$ pour les trois derniers mois seulement. L'an dernier, pour la même période, on avait prévu 55,6 millions \$.

### Aide aux scieries

Le report du paiement des droits de coupe, une aide financière directe pour le maintien des emplois d'hommes-clés et une offensive de promotion outre-mer sont autant d'éléments qui pourraient être contenus dans une politique globale du gouvernement du Québec pour venir en aide à l'industrie du sciage.

Selon diverses sources au ministère québécois de l'Énergie et des Ressources, le dossier est très avancé et une décision émanant du Conseil du trésor viendrait appuyer tôt cet automne l'énoncé de politique actuellement en cours d'élaboration.

## Gazoduc: que fera Reagan?

WASHINGTON (AP) — Les collaborateurs du président Ronald Reagan ont recommandé au chef de la Maison-Blanche d'éviter une confrontation avec la France dans l'affaire de la livraison de matériel construit en France sous licence américaine et destiné à la construction du gazoduc euro-sibérien malgré l'embargo américain, selon des sources proches de l'Administration à Washington.

Cette décision a été prise mardi au cours d'une réunion de hauts responsables du département d'Etat après qu'un tribunal fédéral eut confirmé le droit du gouvernement des Etats-Unis à prendre des sanctions contre les compagnies américaines qui ne respecteraient pas l'interdiction.

## Marché actif

NEW YORK (AFP) — Wall Street est demeuré très actif mercredi et, après un début de séance passablement irrégulier, s'est à nouveau inscrit en hausse modérée. L'indice des industries a terminé la journée, selon les calculs préliminaires, à 884,12, soit en hausse de 9,22 points. En cours de séance, il avait enregistré un gain maximal de près de 13 points, après un recul de 16,27 points la veille.

Au total, un peu plus de 106 millions d'actions ont changé de mains, contre 121,6 millions la veille. En fin de séance, 1,257 actions s'inscrivaient en hausse, 388 en baisse et 318 étaient inchangées sur la veille.

D'une manière générale, les valeurs des secteurs de l'aéronautique, de la sidérurgie, de l'automobile et de la technologie ont été particulièrement recherchées.

Selon certains analystes, la séance a été marquée bien plus par la poursuite du mouvement de reprise des cours, provoquée il y a une semaine par la baisse des taux d'intérêt, que par une phase de consolidation.

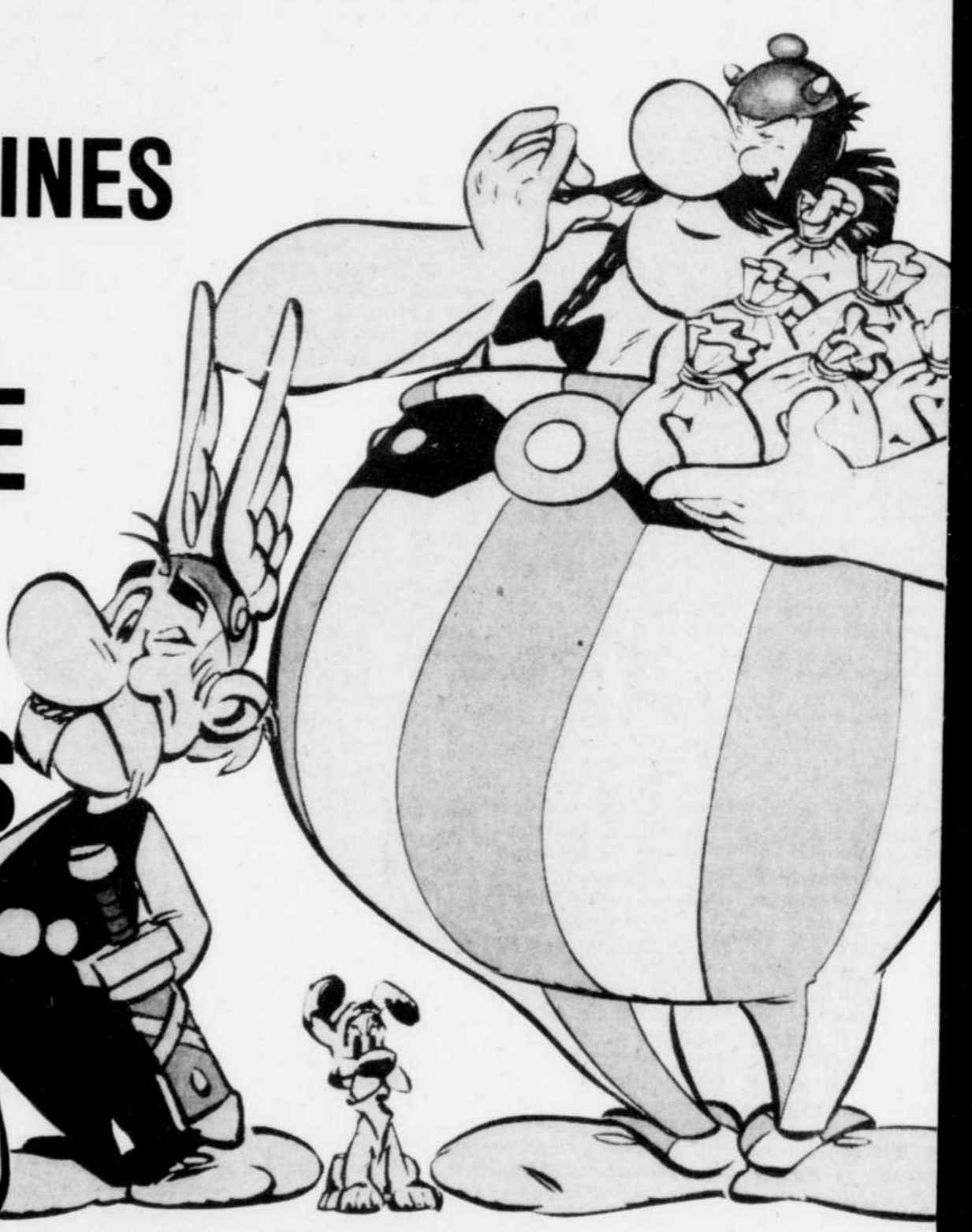
Les pacemakers électroniques, mis au point ici même au Canada aident le cœur de milliers de Canadiens.

# A la fine pointe des spéciaux!

## PROFITEZ DES AUBAINES

## RENTREE DES CLASSES

VIENS FAIRE UN P'TIT TOUR



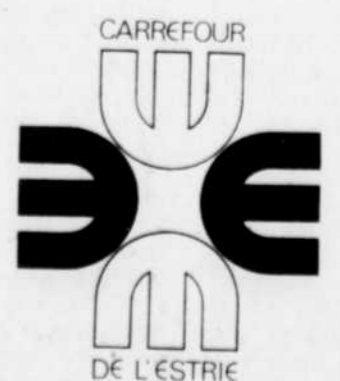
# Astérix

## SUR PLACE

JEUDI-VENDREDI-SAMEDI  
26-27-28 AOUT

\* Décor village Gaulois avec Obélix et ses amis

# CARREFOUR DE L'ESTRIE



3050, boulevard Portland  
Sherbrooke

TORONTO

TORONTO (PC) - La Bourse de Toronto a reconquis tardivement le terrain perdu en cours de séance, mercredi, et a fini par inscrire un dixième gain consécutif. L'indice composé a monté de 12.51 à 1562.83, son plus haut point depuis trois mois. Au total, les hausses l'ont emporté sur les pertes par 293 contre 206, alors que 222 titres étaient inchangés. Quelque 7.1 millions d'actions, d'une valeur globale de \$68.7 millions, ont changé de main.

Le groupe des aurifères est le grand vainqueur de la journée, qu'il termine en hausse de 87.44 à 2354.88. Les pétroliers progressent de 64.77 à 2354.88 et de l'immobilier-construction de 41.99 à 2913.70. Les pipelines reculent de 11.53 à 1694.62 et les services financiers de 10.28 à 1104.95.

A.G.P.A. 2920 415 400 415 -15
AMCA Int 9900 519 184 184 +14
Audi Price 300 1336 130 130 +10
Audi Price 300 1336 130 130 +10
Audi Price 300 1336 130 130 +10

Table of stock prices for Toronto market, including various companies and their share prices.

Table of stock prices for Toronto market, continuing from the previous table.

Table of stock prices for Toronto market, continuing from the previous table.

Table of stock prices for Toronto market, continuing from the previous table.

Table of stock prices for Toronto market, continuing from the previous table.

Table of stock prices for Toronto market, continuing from the previous table.

Table of stock prices for Toronto market, continuing from the previous table.

Table of stock prices for Toronto market, continuing from the previous table.

Table of stock prices for Toronto market, continuing from the previous table.

FONDS MUTUELS

Table of mutual fund prices and performance.

TAUX DES MONNAIES

Table of exchange rates for various currencies.

METAUX

Table of metal prices, including gold and silver.

FRUITS ET LEGUMES

Table of fruit and vegetable prices.

MONTREAL

MONTREAL (PC) - Après une hésitation en début de journée les cours ont repris leur ascension, mercredi à la Bourse de Montréal. L'indice composé a clôturé en hausse de 1.44 à 268.68, sa neuvième progression en autant de séances. Au total 68 titres étaient à la hausse, 44 à la baisse et 44 stables. En tout 774,31 actions ont été négociées comparativement à 1,649,975 le jour précédent.

Dans le groupe des pétroliers, qui fait un bond de 10.73 à 491.20, BP Canada gagne 2.1-4 à \$27, Gulf 5-8 à \$16, Texaco 3-8 à \$30 5-8 et Shell 3-8 à \$20 1-8.

Table of stock prices for Montreal market.

Table of stock prices for Montreal market.

Table of stock prices for Montreal market.

Table of stock prices for Montreal market.

Table of stock prices for Montreal market.

Advertisement for Hitachi video equipment, featuring a Hitachi VHS camcorder and promotional text: 'La touche Hitachi, on l'a ou on l'a pas. Découvrez la touche HITACHI EN VIDÉO! Le vidéo portatif HITACHI. Le plus complet sur le marché. Recherche visuelle, Image fixe et contrôle de vitesse en ralenti, Commande à distance, 13 modes, 3 vitesses, SOS, Vidéo DUB, etc., etc. LES PLUS BAS PRIX HITACHI - SANSUI - AKAI - SONY TECHNICS - BASF AR Technicien sur place LIVRAISON ET INSTALLATION GRATUITES. Découvrez la touche Hitachi chez: TEL-SON 566-8744

Advertisement for Summant, featuring a large graphic of a hand holding a pen and the text: 'Summant 35.000'. Below the graphic is the name 'Summant' in a stylized font and the address 'Carrefour de l'Estrie, 565-7188'.



Le caporal James Dunaway, de Hattiesburg, Mississippi, monte la garde devant un immeuble bombardé de Beyrouth, près du port, après le débarquement de 800 marines américains, hier, comme partie de la force de paix dans la capitale libanaise.

## Euromissiles: Moscou ferait des concessions

BONN (AFP) — Moscou "paraît prêt à faire certaines concessions si l'OTAN et les Etats-Unis renoncent au déploiement prévu fin 1983 des fusées Pershing-2 en RFA".

Telle est la principale constatation du premier round des négociations euromissiles de Genève entre les deux super-grands, ajournées jusqu'à l'automne, a-t-on indiqué mercredi à Bonn de très bonne source.

Le plan des négociateurs soviétiques à Genève — alors que Washington a offert, le 18 novembre dernier, "l'option zéro", c'est-à-dire le démantèlement des fusées SS-4, SS-5 et SS-20 soviétiques contre le non déploiement des 572 fusées Pershing-2 et missiles de croisière de l'OTAN fin 1983 — a été présenté par les négociateurs soviétiques le 25 mai dernier à Genève sous forme de projet de traité dont voici les principaux points:

1. Rejet catégorique de l'option

zéro, confirmé formellement le 19 août par le ministre soviétique de la Défense, le maréchal Dmitri Oustinov.

2. Création d'une zone européenne — élargie jusqu'à l'Oural — de réduction des fusées à moyenne portée (SS-4, 5 et 20 soviétiques) et de limitation des systèmes à plus courte portée (Scud, Frog et leurs successeurs SS-21, 22, 23, ainsi que des systèmes de l'OTAN). Les deux parties s'engagent dans cette zone à ne pas déployer de "nouveaux systèmes à moyenne portée" (plus de 1.000 km), l'OTAN ne pourrait déployer les futurs Pershing et Cruise.

3. Réduction des systèmes nucléaires à moyenne portée des deux camps à 300 au bout de cinq ans: Moscou insiste sur la comptabilisation dans les 300 de 263 systèmes d'armes nucléaires français et britanniques.

## Le calme règne dans le port de Beyrouth

# L'évacuation se poursuit par mer et les "marines" débarquent

Par AFP et Reuter

L'évacuation des combattants palestiniens de Beyrouth-Ouest s'est poursuivie mercredi, dans le calme, par le port de Beyrouth, le départ de fedayine pour la Syrie par la route Beyrouth-Damas ayant été remis en question par crainte d'incidents.

Le premier contingent de combattants palestiniens évacués vers la Syrie a quitté mercredi le port de Beyrouth à bord du navire chypriote "Sol Georgios" pour le port syrien de Tartous (nord du pays). Parmi ces fedayine, se trouvait M. Hani El Hassan, conseiller du chef de l'OLP Yasser Arafat. Leur départ était prévu à l'origine par voie de terre, par la route Beyrouth-Damas.

Les fedayine ont estimé que leur sécurité ne serait pas garantie. Ils craignent notamment des attaques des milices de la droite chrétienne libanaise, leurs ennemis de longue date, dont le commandant, M. Bachir Gemayel, vient d'être élu à la présidence du Liban.

Il semble également que des difficultés soient apparues pour faire déloger la route Beyrouth-Damas contrôlée par l'armée israélienne.

A Beyrouth, le contingent américain de la Force multinationale d'interposition, composé de 800 "marines", a débarqué mercredi matin, tandis que le contingent français, jusque-là affecté au contrôle du port, devait faire mouvement dans la matinée vers la

zone de l'hippodrome de la capitale libanaise. Le contingent italien est attendu quant à lui jeudi et se déploiera dans la zone de l'aéroport.

Au total, depuis samedi, quelque 2.500 combattants palestiniens ont été évacués par voie de mer vers la Jordanie, l'Irak, la Tunisie et le Yémen du Sud, sans compter les 500 hommes partis mercredi vers la Syrie. Six cents combattants palestiniens devaient partir en outre mercredi soir pour le Soudan ou le Yémen du Nord.

### Incidents

A Jérusalem, le porte-parole de l'armée a cependant fait état d'incidents. Un soldat israélien a été abattu mardi soir par un tireur isolé, à la galerie Semaan, à la limite des deux secteurs de Beyrouth. Par ailleurs, quatre druzes libanais ont été tués mercredi par l'explosion d'une mine près du village de Jouaiya, à l'est de Tyr (Sud-Liban).

D'autre part, milices chrétiennes phalangistes et "forces nationales libanaises" se sont livrées mardi à un duel d'artillerie de près de cinq heu-

res dans la montagne libanaise, selon les journaux syriens de mercredi, qui ne font aucune allusion à l'éventuelle participation de forces syriennes à ces combats. Mardi, un porte-parole israélien avait annoncé que des duels d'artillerie avaient opposé forces syriennes et forces chrétiennes.



## FÊTE DES RELIGIEUX (SES) DIMANCHE 29 AOÛT

13 h 30: Conférences et prières  
17 h: Messe

Invité: Mgr Gérard Cambron.

**Beauvoir 569-2535**

80170

# OCCASIONS

APPAREILS DE QUALITÉ,  
marques reconnues:

à bas prix!

## Tour du monde

### Impressionnant défilé en Pologne

VARSOVIE (AP) — Environ 200.000 Polonais ont défilé dans Czystochowa mercredi en chantant des prières à la Vierge noire, à la veille des cérémonies marquant l'arrivée de la célèbre icône il y a 600 ans.

Ce rassemblement, qui serait le

plus important depuis l'imposition de la loi martiale, était conduit par l'évêque de Czystochowa, Mgr Stefan Baryla, alors que de nombreux polonais avaient espéré voir le pape Jean-Paul II présider ces cérémonies. Mais le voyage du souverain pontife avait finalement été annulé.

### Londres défie l'embargo américain

LONDRES (AFP) — La Grande-Bretagne se prépare à son tour, après la France, à défier l'embargo américain sur les livraisons de matériel destiné au gazoduc euro-sibérien.

Le cargo soviétique "Stachanovitch Erunolenko" (Bon Travailleur) est at-

tendu samedi dans le bassin KGV (bassin du roi Georges V) de Glasgow pour y embarquer les six premières des 21 turbines commandées à la compagnie John Brown Engineering par les autorités soviétiques, a-t-on appris au siège de l'entreprise.

### Au pied de l'Everest

KATMANDU, Népal, (PC) — Des équipes d'alpinistes canadiens et espagnols ont établi leurs camps de base au pied du mont Everest en prévision de leur tentative de vaincre le plus haut sommet au monde.

Des règlements adoptés par le gouvernement népalais ne permettent pas aux expéditions d'entreprendre leur ascension avant le premier septembre, début de la saison d'automne qui dure deux mois. Mais les alpinistes canadiens et catalans se préparent fébrilement à se lancer à la conquête de l'Everest en empruntant toutefois des voies différentes.

### Les pirates arrêtés

MUNICH (AFP) — Les auteurs du détournement d'un Ilyouchine 18 de la compagnie polonaise Lot, mercredi soir, sur l'aéroport de Munich, ont été arrêtés et les passagers ainsi que l'équipage libérés, a-t-on appris de source policière.

Les pirates, dont on ignore la nationalité, étaient au nombre de deux, a indiqué la police qui a affirmé ignorer leurs motivations.

ON RASE LES PRIX

GRATUIT

Rasoir électrique Hitachi gratuit à l'achat de l'un des articles ci-dessous.

Laveuse-sécheuse "Hotpoint", 2 vitesses.

L'ensemble \$899.

Cuisinière 30",

automatique

\$559.

100.00 DE RABAIS! Lave-vaisselle KitchenAid

Prix courant Eaton 899.95

799<sup>95</sup> ch.

1. Lave-vaisselle à encastrement doté de cycles trempage et nettoyage, lavage pour charge lourde, lavage économiseur d'énergie, rinçage et attente, séchage économiseur d'énergie. Modèle KD1-80 avec jeu de 4 panneaux de couleurs. (399) Rayon 556

40.00 de rabais! Laveuse-essoreuse jumelée de Hoover

Prix courant Eaton 429.95

389<sup>95</sup> ch.

2. Un petit appareil tout-usage et à bon prix! Lave, rince et essore. Plusieurs pièces de vêtements peuvent passer directement au repassage. Peut laver jusqu'à 24 lb (11 kg) à la fois. Aucune installation requise. Modèle 0817. Blanc. (414) Rayon 267

30.00 de rabais! Essoreuse centrifuge de Hoover

Prix courant Eaton 349.95

319<sup>95</sup> ch.

3. Voici le sèche-linge qui servira de complément à votre machine à laver! Minuterie automatique avec refroidissement, cycle de duvetage et de oulitage. Roulettes à roulement facile. Modèle 0914. Blanc. Ton amande, 10.00 en sus. (414)

4. Support Hoover. Pour ranger efficacement vos appareils. Modèle 16887. (414) Prix Eaton 44<sup>95</sup> ch. Rayon 267

100.00 de rabais! Lave-vaisselle KitchenAid

Prix courant Eaton 999.95

899<sup>95</sup> ch.

5. Lave-vaisselle aux mêmes caractéristiques que le modèle KD1-80 avec dessus en érable, barre-pognée. Modèle KD1-80. Blanc. Ton amande ou bié moisson, 10.00 en sus. (399) Rayon 556

40.00 de rabais! Broyeur d'aliments de KitchenAid

Prix courant Eaton 299.95

259<sup>95</sup> ch.

6. Cet appareil vous permettra de vous débarrasser des restes d'aliments facilement et efficacement. Avec un moteur de 1/2 HP et un mécanisme d'anti-blocage. Modèle KWS200. (399)

50.00 de rabais! Laveuse-essoreuse jumelée de Hoover

Prix courant Eaton 539.95

489<sup>95</sup> ch.

7. Appareil aux caractéristiques semblables à celles du modèle 0817 et, en plus, rinçage jumelé automatique et comptoir-couvercle. Modèle T 1011. Blanc. Ton amande, 1000 en sus. (414) Rayon 267

TICKETRON®

A votre service chez Eaton!

Si commode: Un simple arrêt au comptoir Ticketron en faisant vos courses et vous achetez vos billets pour une foule d'événements sportifs et culturels. Achats en personne seulement. Eaton, Carrefour de l'Estrée.

LOUEZ DE TOUT 569-9548 LOCATION MARTINEAU Réparation de tondeuses et souffleuses Laveuse à vapeur pour tapis 2456 ouest, rue King 77332



MEUBLES LENNOXVILLE Inc. 153, rue Queen, LENNOXVILLE 566-5844

Carte Visa acceptée

80143

EATON